

<https://universitepopulairेतoulouse.fr/spip.php?article287>



Entretien avec Aurélien Bernier

- Thématiques - Pourquoi le Marxisme au XXI^e siècle ? -



Date de mise en ligne : samedi 20 septembre 2014

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le constat est douloureux, mais irréfutable : malgré le succès de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon en 2012, le Front national réussit bien mieux que le Front de Gauche à capter le mécontentement populaire. Comme dans la plupart des pays d'Europe, la crise du capitalisme profite moins à la gauche « radicale » qu'à une mouvance nationaliste favorable au capitalisme ! Tel est le paradoxe analysé dans ce livre.

1-Comment les organisations de la gauche radicale, Front de gauche, NPA, LO ont accueilli votre livre ? Lors de la conférence du 1er octobre nous allons proposer à ces diverses composantes de venir débattre, mais l'expérience nous a appris que celles-ci sont de moins en moins enclines à la confrontation. N'est ce pas un paradoxe ?

Le Parti de gauche a plutôt bien accueilli mon livre. Les directions du PCF, du NPA et de LO n'en ont absolument pas parlé. Seule une tendance du NPA favorable à la sortie de l'euro et de l'Union européenne a relayé mes positions. Cela me donne malheureusement raison : il y a un véritable tabou sur le protectionnisme, la construction européenne et les véritables raisons de la montée du Front national. Or, si nous n'en parlons pas librement, sans tomber dans la caricature, nous n'avancerons jamais. J'avais proposé des assises de la gauche radicale sur ces questions. Malheureusement, elles n'auront pas lieu. Les composantes du Front de gauche n'arrivent déjà pas à débattre sereinement de la situation... c'est encore plus difficile à imaginer dans une configuration élargie.

2-Dans votre conclusion, vous posez la question « de savoir dans quel sens va s'orienter l'expression populaire, vers la gauche radicale ou vers le national socialisme de Marine Le Pen », les dernières consultations électorales ont en partie répondu à cette question, c'est le choix de Marine Le Pen accompagné d'une forte abstention. Comment peut-on inverser la situation ?

Pour l'instant, Marine Le Pen est effectivement la grande gagnante, et les choses ne sont parties pour s'inverser : avec les politiques catastrophiques de François Hollande et le retour de Nicolas Sarkozy, son discours sur « l'UMPS » est promis à un bel avenir. Le seul moyen de retourner la situation est de restaurer la crédibilité de la gauche radicale. Or, elle se heurte à deux problèmes : un problème stratégique et un problème programmatique. La stratégie, c'est évidemment le positionnement par rapport au Parti socialiste, avec lequel il faut couper les ponts. Côté programmatique, c'est l'incompatibilité entre un programme de gauche radicale et l'ordre juridique et monétaire européen, qui oblige à restaurer la souveraineté nationale.

3- Le poids des défaites sociales que vous signalez dans la conclusion dessinent des postures étonnantes : accommodement avec des positions réformistes et refus d'énoncer des propositions qui pourraient être assimilées à celles du FN. Mais mesure-t-on bien le poids de ces défaites et les conséquences qu'elles produisent sur le comportement des salariés, des habitants des quartiers populaires ? Si on regarde les comportements électoraux on voit que ceux qui s'abstiennent sont aussi ceux et celles qui ne font plus grève ou ne manifeste plus. Quel programme de la gauche radicale pourrait inverser la courbe de l'abstention et du vote FN ?

Il y a un fatalisme tout à fait compréhensible. On nous rabâche depuis quarante ans qu'on ne peut rien faire contre la mondialisation. Le libéraux, évidemment, mais aussi le Parti socialiste à partir de 1983. Le PCF, lui, accompagne des socialistes qui ont fait leur conversion ultralibérale. Certes, il a critiqué certains choix de François Mitterrand, de Lionel Jospin et de François Hollande, mais il est toujours « partenaire ». Aux yeux des électeurs non-militants, il est

co-responsable et ne porte plus de véritable perspective de rupture. A l'inverse, Marine Le Pen se présente comme une candidate « anti-système », avec une sorte de virginité, puisque le Front national n'a jamais été au pouvoir. Elle parvient à articuler le discours historique de l'extrême-droite (sur l'immigration, sur la sécurité, sur la Nation) avec un discours social et de rejet des institutions européennes et du libre échange. C'est terriblement efficace ! Or, la gauche radicale pratique la politique de l'autruche. Aux élections européennes, il s'est passé quelque chose de très important : le Front national est arrivé en tête alors que la participation a augmenté par rapport aux précédents scrutins de 2009 et 2004. Marine Le Pen fait revenir des abstentionnistes aux urnes ! Encore une fois, la gauche radicale n'a pas d'autre choix que de clarifier sa stratégie et son programme.

4-L'épisode du TCE est la preuve du prix à payer. La majorité de la population vote contre le TCE, mais elle est dépossédée de son vote par le gouvernement et l'accord de la majorité du PS. La gauche radicale au lieu de rebondir sur la campagne dans laquelle elle s'était totalement immergée se fracasse sur le mur de la division. N'est ce pas là que le FN a gagné la première manche face à la gauche radicale ?

La première manche a été gagnée plus tôt, dans les années qui ont suivi le référendum de Maastricht de 1992. Jean-Marie Le Pen est devenu brusquement anti-Union européenne en 1992 et il n'a plus dévié de cette ligne. Le PCF, qui était historiquement opposé à « l'Europe du capital », est devenu favorable à la construction européenne en 1997, quand Robert Hue a trahi sa base à la demande de Lionel Jospin. C'est la grande victoire du Front national, qui porte ses fruits aujourd'hui : être resté le seul grand parti à défendre la souveraineté nationale contre « Bruxelles ». En 2007, le Front national a perdu beaucoup de terrain car Nicolas Sarkozy a siphonné leur électorat. Mais ce fut pour mieux rebondir après l'effondrement de l'illusion sarkozyste. Ceci dit, le spectacle de la division donné par le NPA, le PCF et la candidature Bové en 2007 a effectivement été catastrophique.

5-Dans les mesures immédiates que vous énoncez, il y a un préalable de taille, prendre le pouvoir. Ici se pose une autre série de questions, outre la mise ne chantier d'un programme, qui n'aura de sens que s'il est repris en charge par une grande masse de citoyens. Il pose aussi le problème du parti socialiste. Que faire du PS, disait J. VIDAL dans article de la Revue des Livres en 2008 en réponse au texte « Nous sommes la gauche ». Les dernières municipales ont montré que dans le F de G la question était loin d'être résolue, les positions radicales de LO et du NPA, n'ont pas pour autant permis d'avancer. Comment faut-il procéder ? Que faire du Parti Socialiste ?

Il faut laisser le Parti socialiste où il se trouve actuellement : au centre-droit. S'il revient un jour à gauche, tant mieux, mais il n'est pas question de compter sur un tel changement et encore moins de l'attendre pour agir. La gauche radicale doit prendre le pouvoir seule. Donc, elle doit convaincre le peuple. En ce sens, le nouveau positionnement de Jean-Luc Mélenchon – s'adresser au peuple et non aux appareils de la gauche – est intéressant. Mais on ne peut pas jouer sur les deux tableaux : dans le Front de gauche où la rupture avec le Parti socialiste n'est pas claire, et en dehors. Et sur les questions de fond, Jean-Luc Mélenchon doit assumer la sortie de l'ordre juridique et monétaire européens comme préalable. C'est véritablement le pivot d'une politique anticapitaliste, et c'est ce que refusent d'admettre le NPA et Lutte ouvrière.

6-Ou en est le débat dans la gauche radicale française sur les mesures que vous préconisez et en particulier sur la question de la sortie de l'euro et de l'Europe plus globalement ?

Le débat a connu des avancées au moment de la crise chypriote, mais nous avons régressé depuis. La campagne des européennes de 2014 a été catastrophique de ce point de vue, car totalement parasitée par les conflits

d'appareils. Les réflexions se poursuivent, mais en dehors des partis : dans Le Monde Diplomatique, dans Marianne, dans les bouquins de Frédéric Lordon ou Jacques Sapir. Je ne dis pas (comme l'écrit l'inénarrable Robert Hue) que les partis politiques sont finis. Mais ils sont obnubilés par les stratégies au détriment de la ligne. Le Parti de gauche, par exemple, n'a rien trouvé de mieux que de faire des appels du pied à Europe écologie – Les Verts, qui sont ouvertement fédéralistes, à quelques semaines des européennes ! On ne peut pas demander au PCF de choisir entre le Front de gauche et le Parti socialiste et procéder ainsi. Les adhérents doivent demander des comptes à leurs appareils et exiger de la cohérence.

7- Sauf erreur de notre part Syriza, ne préconise pas la sortie de l'euro, le parti entend prendre des décisions quant à la dette qui pourrait conduire les dirigeants européens à pousser la Grèce dehors. Par contre, pour le moment Syriza a résolu le problème du PS grec minorisé et contraint de gouverner avec la droite. Donc la question du PS et de son poids dans l'électorat reste une question incontournable ?

La situation grecque est très différente de la situation française. La Grèce est un petit pays qui pèse peu économiquement et politiquement. Syriza n'a pas les mêmes marges de manœuvre que le Front de gauche. D'autre part, l'extrême-droite, malgré sa percée des dernières années, est bien moins puissante que le Front national en France, ce qui explique que Syriza soit à la porte du pouvoir. Ils ménagent les électeurs potentiels et ne veulent pas prendre de risques avec la sortie de l'euro. En France, c'est différent : il est tout à fait possible de convaincre une grande part de l'électorat que nous sommes capables de reconquérir notre souveraineté monétaire et juridique et que cela nous permettrait de sortir de la crise, par la gauche. La rupture programmatique avec le Parti socialiste serait on ne peut plus claire, et la gauche radicale redeviendrait crédible. Mais pour ce faire, il faut s'adresser non pas aux seules classes moyennes intellectualisées, mais aux ouvriers, aux chômeurs et aux abstentionnistes. Eux sont prêts à la rupture, car ils subissent de plein fouet les délocalisations et la casse sociale. La gauche radicale est en retard sur le peuple, j'en suis convaincu.